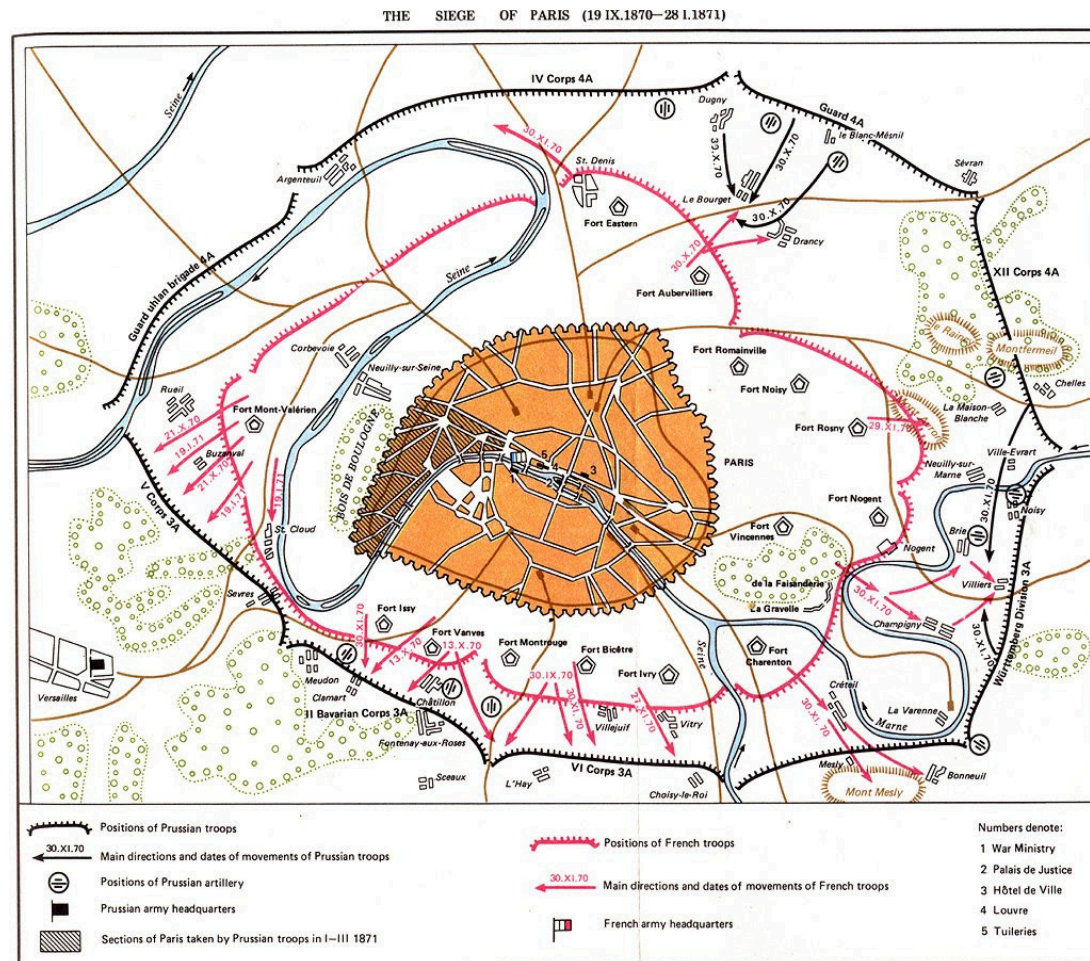


## **L'affaire de la Correspondance générale : l'incroyable histoire d'une entreprise de faux courriers**

*Les Parisiens disposaient de deux moyens pour correspondre avec leurs proches en province pendant le siège de Paris en 1870. Le premier, bien connu et largement utilisé, était l'envoi de lettres par ballons montés, un sujet que nous avons déjà abordé dans cette newsletter. Le second, moins fréquent et beaucoup plus coûteux, consistait à faire appel à des passeurs privés qui traversaient à pied les lignes ennemies, risquant leur vie pour assurer la transmission des messages. Sauf que des escrocs s'en sont mêlés... C'est cette histoire passionnante et peu connue qui est racontée par Stéphane Strowski dans l'Echo de la Timbrologie du 30 avril 1935. Bonne lecture !*

“(...) Dans la première semaine d'octobre 1870, le public parisien fut invité à confier des correspondances pour parents et amis de province à une entreprise privée, qui leur proposait ouvertement ses services. C'est ce qui résulte d'une très intéressante lettre par ballon-monté, dont M. Jean Doyen, de Paris, veut bien me donner la substance. Elle a été écrite par son propre

grand-père, à destination de sa grand mère, réfugiée en province. La lettre est datée du 15 octobre, précisément de l'époque où s'effectua le rassemblement des correspondances pour la mystérieuse voie de terre. Cette lettre par ballon double une autre lettre, confiée à ces messagers clandestins, et elle a pour objet d'expliquer à la destinatrice le mécanisme de cette transmission occulte. (...)



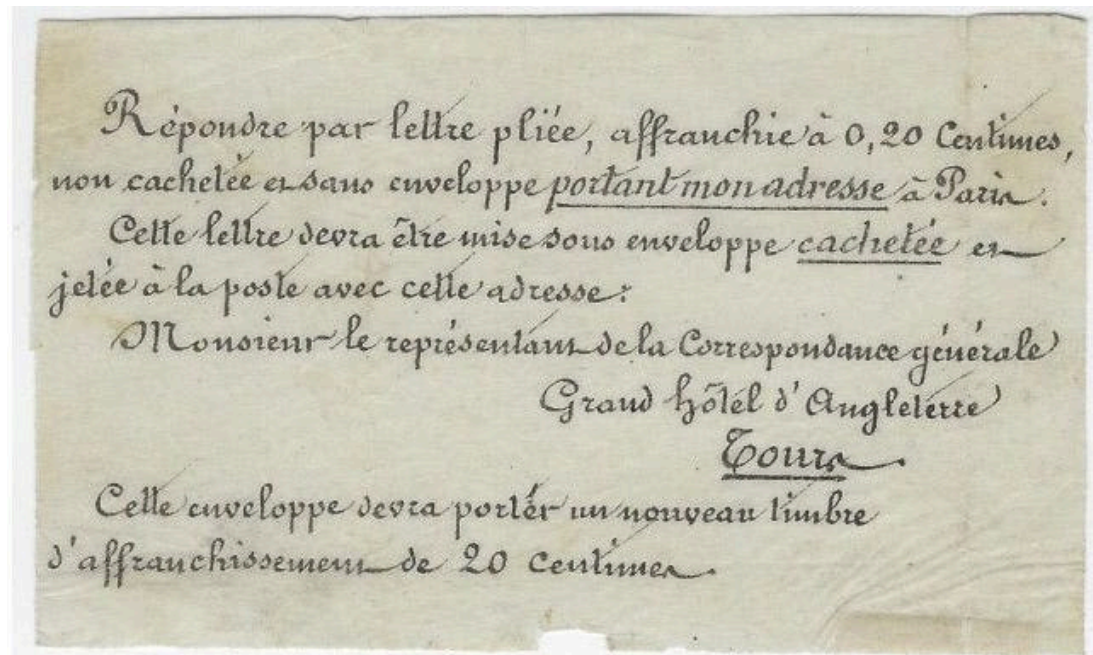
Carte du Siège de Paris en 1870-1871. En rouge : les position françaises. En noir : les positions prussiennes. Ce sont ces

positions que les passeurs devaient espérer traverser pour transporter le courrier hors de Paris.

D'abord, nous apprenons l'adresse du bureau où l'on déposait les lettres : C'est le 19 du Boulevard Montmartre, en plein cœur de Paris. Il fallait s'y présenter en personne. Une habile réclame avait été lancée dans la presse du siège pour annoncer l'entreprise. En particulier les journaux du 14 octobre avaient annoncé que les courriers partiraient de Paris dans la semaine. (Cet avis aurait dû faire naître quelque défiance dans l'esprit des Parisiens, car enfin ils pouvaient bien soupçonner que ces gazettes tomberaient sous les yeux des Prussiens et qu'ils feraient bonne garde, étant prévenus).

Ces journaux expliquaient clairement comment l'opération en partie double devait s'exécuter. Chargés de ces lettres, au préalable affranchies en timbres-poste, les messagers se proposaient de traverser les lignes d'investissement, puis de confier leur petit paquet au premier bureau de poste libre, en dehors de la zone occupée par l'ennemi. Naturellement ce bureau les expédierait à leurs destinataires. Grâce au papillon collé à l'intérieur et aux indications, reproduites dans le cours de la lettre, le destinataire s'empresserait de profiter de la même voie, mais en sens inverse, pour adresser sa réponse à l'expéditeur (...). C'est à Tours qu'il faudra adresser ces réponses, sous pli avec la suscription : Monsieur le Représentant de la Correspondance Générale, Grand Hôtel d'Angleterre à Tours. Et les journaux ajoutent, comme nos papillons, que ces lettres doivent être simplement pliées, non cachetées, et ornées d'un timbre de 20 c. Le messenger devait en effet les déposer dans un bureau de poste parisien, qui les transmettrait. Il n'y a pas jusqu'à la façon d'envoyer ces correspondances

au fameux représentant de l'Agence qui ne soit minutieusement décrite par la presse.



Le papillon indiquant le mode opératoire pour faire parvenir une lettre dans Paris assiégé, grâce aux services de la Correspondance Générale.

Sur la foi de ces renseignements, il n'est pas douteux que nombre d'assiégés ont dû se rendre au bureau du Boulevard Montmartre, pour tenter d'obtenir par son intermédiaire des nouvelles de chers absents. Le grand-père de M. Doyen y alla donc lui aussi et il y remit sa lettre pour sa femme, réfugiée dans la Nièvre. Cette démarche, il la lui raconte justement dans cette lettre par Ballon, qu'il lui expédia le 15 octobre. Au bureau, on lui répéta que les courriers attendraient, pendant quelques jours, les réponses, centralisées à Tours, et qu'il les rapporteraient à Paris, en s'exposant aux mêmes risques

qu'à l'aller. On l'avisa qu'il ne devait pas attendre la réponse avant l'expiration d'un délai minimum d'une dizaine de jours. Les dix jours se sont allongés indéfiniment, comme on le verra plus loin.

Il versa le prix demandé. Grâce à sa lettre, nous savons ce que l'on exigeait pour ce double transport d'une lettre, transport doublement périlleux : la bagatelle de 10 francs. Ce n'était pas cher, même en francs-or, pour s'offrir l'espoir d'une réponse. D'ailleurs la Correspondance Générale donnait généreusement un reçu - ça inspirait confiance. Et, ce qui inspirait encore plus confiance, elle s'engageait à rembourser la moitié de la somme si la réponse ne parvenait pas. On ne dit pas si les remboursements ont jamais eu lieu. Il est probable que ces messieurs prirent leurs précautions pour ne pas être envahis par tous ceux qui attendirent en vain le retour des courriers.



Le boulevard Montmartre à Paris en 1870 : c'est là qu'étaient établis les bureaux de la Correspondance Générale.

Dans la crainte que sa lettre du 15 par ballon ne fût pas arrivée à destination, notre parisien recommence le 17, par la même voie (sans doute le Victor-Hugo, lancé le 18), et il répète à sa femme les mêmes renseignements sur la Correspondance Générale. Un peu plus tard, toujours par ballon, il lui raconte quelques visites qu'il est allé faire boulevard Montmartre. Le 25 octobre, on lui a dit « qu'aucun courrier n'était encore rentré dans Paris, mais qu'il y avait tout lieu d'espérer jusqu'à la fin de la semaine courante ». Il attend encore quatre jours ; le 29, réponse analogue. Dernière tentative le 5 novembre,

même réponse dilatoire. Ainsi, le 5 novembre, le bureau existait encore. Il fallait bien sauver la façade !

De réponse, M. G... n'en vit jamais venir. Il est vrai que sa lettre du 15 octobre n'était jamais parvenue à destination. (...)

Mme G..., elle aussi, a employé les services de la Correspondance Générale ; elle a fait partir une lettre à son mari par cette voie clandestine. Naturellement il ne l'a pas reçue, et pour cause ! Il n'y avait à Tours aucun représentant de cette peu scrupuleuse Correspondance Générale. L'existence de son agent y était aussi imaginaire que celle de l'Hôtel d'Angleterre, où il donnait son adresse. Mme G... ajoute : « *J'ai appris trop tard que c'est une escroquerie* ». Elle l'apprit par les journaux. Sans doute avaient-ils été prévenus officieusement par les soins de l'administration. C'est ainsi que le Journal de la Nièvre avertit ses lecteurs que le représentant en question et son hôtel n'existaient pas.

---

La direction des postes publie l'avis suivant, que nous nous faisons un devoir de reproduire :

Il existe en ce moment à Paris une agence qui, moyennant le dépôt préalable d'une certaine somme, s'engage à faire entrer les lettres de la province dans la capitale, à la condition que ces lettres seront adressées « au représentant de la Correspondance générale, » Grand-Hôtel d'Angleterre, à Tours. »

Un nombre considérable de lettres à cette adresse, émanant de tous les points de la France et même de l'étranger, sont parvenues par la poste à Tours. Or, recherches faites dans cette ville, il n'y existe pas plus de « Grand Hôtel d'Angleterre que de représentant de la Correspondance générale. »

L'escroquerie est manifeste, et l'administration croit devoir porter cet avis à la connaissance du public pour le prémunir contre la mystification dont il est dupe.

---

Avis extrait du *Courrier du Gard* du 30 octobre 1870, avertissant le public de l'escroquerie. Des avis similaires ont paru dans de nombreux quotidiens de l'époque.

Voilà donc la question vidée en ce qui concerne cette trop habile Correspondance Générale. C'était une entreprise malhonnête pour collectionner les pièces de 10 francs aux dépens des assiégés. Le risque d'être démasqué et puni n'était pas bien grand. Ses auteurs durent « plonger

» dans les bas-fonds de Paris et disparaître avant que le pot aux roses ne fût découvert.

(...) Les resquilleurs du Boulevard Montmartre, qui ont dû recevoir des milliers de lettres, ont cherché à s'en débarrasser, car ils ne pouvaient ni les garder, ni les brûler. Peut-être ont-ils fait le simulacre de les expédier par un compère qui ne devait pas aller très loin. Il est possible aussi, mais on hésite à le supposer, car ce serait trop odieux, que cette entreprise ne fut qu'une machination pour l'espionnage, habilement camouflée. Si, par invraisemblance, c'était cela, il faut bien reconnaître que l'Etat-Major allemand ne dut pas tirer grand chose comme renseignements, de ces lettres purement privées. (...)

Stéphane Strowski”